la cause du peuple

nouvelle édition

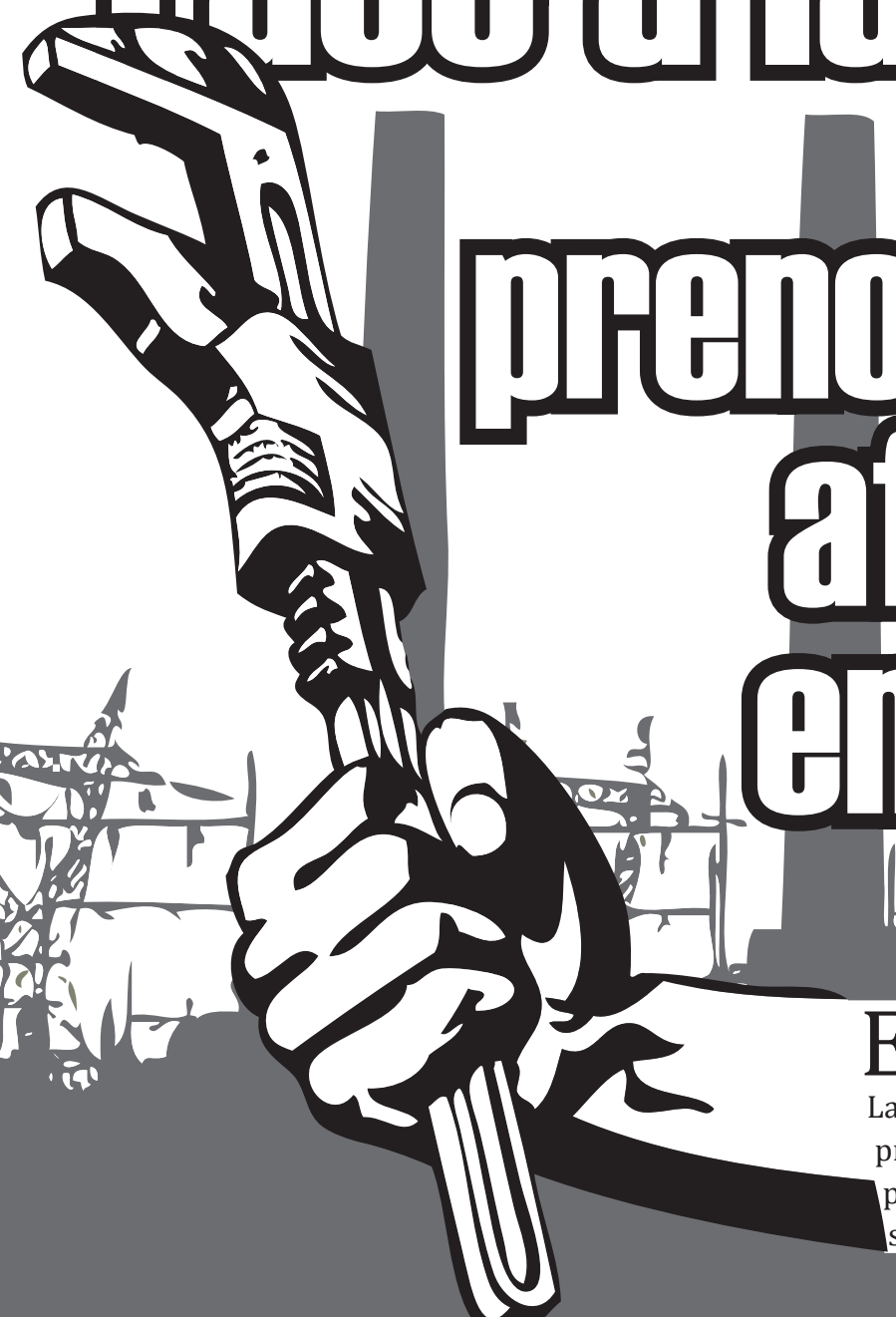


N°12 janvier 2012

Le journal du Front Révolutionnaire Anticapitaliste Antifasciste et Populaire

Face à la crise

prenons nos affaires en main !



En 1973 se produit le choc pétrolier, suivi de la restructuration de la sidérurgie. La crise boursière lui succède en 1987, la première crise immobilière éclate en 1991, puis la crise asiatique en 1997 et celle des start-up dans les années 2000.

l'éditorial

En 2008, c'est la crise des subprimes dans l'immobilier, puis une nouvelle bulle immobilière en Espagne et une crise financière dans laquelle est plongée aujourd'hui l'économie mondiale. La récession s'installe, des milliers d'emplois sont supprimés, l'incertitude gagne les ouvriers, la misère se développe, le chômage augmente sans cesse, des milliers de travailleurs sont sans logement, la bourgeoisie n'est plus capable de nourrir ses esclaves salariés.

Pourtant il n'y a jamais eu tant de richesses sur la planète. La satisfaction des besoins basiques de l'ensemble de la population sur Terre est possible. Mais les richesses ne profitent qu'à ceux qui détiennent les moyens de production et d'échanges, aux financiers qui spéculent sur la misère dans les Bourses du capital, à ceux qui s'engraissent sur les dos des peuples qu'ils exploitent, oppriment et/ou massacrent dans des guerres impérialistes ou des guerres civiles menées par «leurs chiens de garde», eux-mêmes prospérant sur le dos des populations affamées en utilisant les différences ethniques, religieuses, pour mieux régner. Le développement anarchique de la production provoque pollution, réchauffement climatique, atteinte à la biodiversité là où il est déjà possible de faire autrement.

Face à cela, dans le monde entier, la colère gronde dans la classe ouvrière et les couches populaires. Les révoltes se généralisent.

Les réformistes de tout acabit tentent de calmer les masses et promettent que tout va changer quand ils seront au pouvoir, mais disent qu'il faudra un plan de rigueur pour, parait-il, juguler la crise. Là où ils ont été au pouvoir en Grande-Bretagne (avec Blair), en Espagne avec (Zapatero), en Grèce avec (Papandreou), ils ont servi le système et ont renfloué les caisses du capital financier, renforcé l'appareil répressif de l'Etat bourgeois et creusé le lit du fascisme.

La bourgeoisie n'a pas encore besoin du fascisme, mais dans le monde entier les peuples se révoltent. Aussi ont-ils entrepris de préparer le terrain en s'engageant dans un processus de fascisation du régime, une forme transitoire, le fascisme moderne qui se dissimule derrière divers masques «démocratiques» et qui prépare le retour de la «bête immonde».

En même temps, la classe ouvrière et les peuples se révoltent, apprennent à reconnaître leurs amis et leurs ennemis et se convainquent petit à petit qu'il n'y a d'autres choix qu'un changement radical, qu'il faut en finir avec ce système.

Dans les pays arabes, ils ont chassé les dictateurs. C'est un premier pas dans le processus qui conduit de la révolte à la révolution.

En Tunisie et en Egypte, les «changements démocratiques» issus des élections ne modifient en rien les conditions de vie des masses. Les nouveaux dirigeants, dont un certain nombre d'anciens recyclés, poursuivent la même politique en lien avec l'impérialisme. La classe ouvrière et les masses populaires manifestent de nouveau et sont réprimées violement par le nouveau pouvoir qui bastonne.

En Egypte, le pouvoir militaire qui protégeait Moubarak, tire à balles réelles contre les manifestants pour protéger les intérêts des classes dominantes dont la hiérarchie militaire fait partie. Ce nouveau pouvoir n'a pas changé de nature. Les islamistes n'appuient pas le mouvement émancipateur des masses, et tente de calmer le jeu, car eux non plus ne veulent pas changer la nature du pouvoir, renverser le système. Ils ne veulent qu'imposer une nouvelle forme de domination sous la forme de la république bourgeoise islamique en place de la domination du pouvoir féodal du khalifat qui donnait comme au temps des rois en occident le pouvoir de «droit divin».

En Tunisie, le parlement issu des urnes, est composé d'une coalition hétéroclite, regroupant des anciens partisans de Ben Ali, des forces réformistes et des islamistes qui se disent modernistes. Les manifestations ont repris car rien n'a changé dans les conditions de vie du peuple, l'impérialisme faisant appliquer par le nouveau pouvoir les plans structurels du FMI de restructuration et de rigueur.

Au Maroc, le roi a tenté organisé des élections pour désamorcer le mouvement. Là encore les réformistes et les islamistes ont stabilisé momentanément le pouvoir. Le Makhzen est maintenu, les impérialistes aussi, mais dans certaines villes, la colère gronde et des révoltes épisodiques ont lieu.

En Lybie, l'intervention étrangère n'a eu qu'un objet : changer de «chiens de garde». Là encore, les islamistes font partie de la coalition gouvernementale liée aux chefs des tribus. Les combattants de base sont floués par ceux qui sont en place. Le peuple, lui, n'a plus qu'à reconstruire le pays pour le profit des multinationales et des impérialistes.

Dans les autres pays arabes, les massacres ont lieu en Syrie où les masses se révoltent contre la dictature fasciste de Bachir el Assad, au Yémen ; la contestation a été réprimée durement à Bahreïn.

sommaire

Lutte de classe

★Compte-rendu de la manif de soutien à Xavier Mathieu *(p.3)*

★Sea France : y voir plus clair *(p.4)*

Logement

★Dossier logement : *Quelques chiffres, Epinay, St Denis, La Courneuve, Tours, Nath', Une autre loi «anti-pauvre», La trêve hivernale n'existe pas pour les étudiants, «Louise Wimmer» (p.6-9)*

Luttes paysannes

★Tous au Larzac *(p.9)*

Histoire

★Rendons hommage à Pierre Overney abattu il y a 40 ans *(p.10)*

International

★Soutenons les prisonniers marocains de la VDB MLM *(p.11)*

★Vive la Guerre Populaire en Inde *(p.12)*

Anti-colonial

★Mayotte *(p.13)*

★L'Ordre et la Morale *(p.13)*

Culture

★Un documentaire intéressant *(p.14)*

En Russie, Poutine est remis en cause par des dizaines de milliers de manifestants.

En Chine, il y a eu plus de 50 000 manifestations et grèves et certaines usines commencent déjà à être délocalisées.

Au Kazakhstan, la police tire sur les manifestants.

En Amérique du Sud, la lutte dans la classe ouvrière et la paysannerie se développe dans tous les pays, contre les politiques populistes de Umalla au Pérou, de Correa en Equateur, et de Morales en Bolivie soutenues par les partis et organisations de gauche, etc.

De grandes manifestations se déroulent aux USA contre la politique d'austérité du gouvernement.

La colère, parfois sourde, éclate dans tous les pays d'Europe.

En Afrique, le feu couve sous la cendre contre l'impérialisme et les régimes corrompus.

Sans compter les guerres populaires qui se développent dirigées par des Partis communistes maoïstes en Inde et aux Philippines en tout premier lieu, au Pérou et en Turquie. Dans ces pays, la réaction et les réformistes perdent du terrain, car comme l'a indiqué Mao : «Dans la société de classes, les révolutions et les guerres révolutionnaires sont inévitable ; sans elles, il est impossible d'obtenir un développement pas bonds de la société, de renverser la classe réactionnaire et permettre au peuple de prendre le pouvoir.»

La question est de savoir quel est le but de la guerre, qui la dirige, avec quelle stratégie ?

Le but c'est la destruction du système capitaliste et de son appareil d'Etat.

Pour cela il faut une direction qui unisse en premier lieu la classe ouvrière et les couches populaires dans les pays impérialistes ; la classe ouvrière, les couches populaires -principalement la paysannerie- et, sous certaines conditions, la partie de la bourgeoisie écrasée par l'impérialisme dans les pays opprimés.

En France et en général en Europe, la droite réactionnaire, l'extrême droite fasciste, la gauche et l'extrême gauche réformiste ne représentent ni la classe ouvrière, ni les couches populaires. Chacun a sa place dans le grand orchestre de la classe dominante pour faire accepter en dernier ressort les mesures de rigueur qui ne visent qu'à sauver le système capitaliste. Il n'y a rien à espérer des changements de gouvernements, preuve en est la succession de la droite à la gauche en Espagne qui poursuit la même politique de rigueur ; un dirigeant de Golman Sachs, Monti, en Italie qui succède à Berlusconi ; et, en Grèce, c'est une coalition de gauche-droite-extrême-droite qui succède à Papandreou.

Les politiques antipopulaires de droite comme de gauche jettent une partie des couches populaires dans les rangs de l'extrême-droite parlementaire, dernier recours du capital financier.

La seule alternative réelle est la révolution, le bouleversement radical de la société. Aujourd'hui, nous n'avons plus de temps à perdre. Il faut nous organiser dans chaque entreprise, lycée, université et quartier, sur tous les plans, contre la classe dominante et son appareil d'Etat, en unissant la classe ouvrière et les couches populaires dans un large Front Anticapitaliste/ Antifasciste Révolutionnaire et Populaire !

Compte-rendu de la manif de soutien à Xavier Mathieu à Amiens

Nous étions cet après-midi à Amiens pour soutenir Xavier Mathieu, figure de la lutte des «Contis» de l'usine de Clairoix.

Comme nous l'avons déjà dit dans les colonnes (in)justice de classe du n°7 du journal papier : «Dans le cas de Xavier Mathieu, il s'agit de s'acharner sur un responsable syndical qui a mené avec ses camarades de lutte un combat exemplaire contre la multinationale Continental en obtenant pour tous des indemnités importantes faute d'avoir pu empêcher la fermeture de l'usine de Clairoix.»



Il est clair que la lutte menée par les Contis reste en mémoire pour sa détermination, son unité à la base, son internationalisme, son caractère de classe. Cette lutte symbolisait l'unité de la classe ouvrière, c'est pourquoi le pouvoir a tout fait et continuera de tout tenter afin de la casser autant qu'il peut.

C'est ce qu'ont affirmé respectivement l'ensemble des Camarades du Comité de lutte des travailleurs de l'usine Continental de Clairoix et Xavier Mathieu lors de leurs interventions avant l'audience :

Comité de lutte des travailleurs de l'usine Continental de Clairoix

«Notre devise est un pour tous tous

pour un et nous tenons parole !» «Nous savons que demander des tests ADN à des travailleurs en lutte est une tentative d'intimidation à ceux qui contestent l'ordre patronal.» «Nous avons conscience que l'acharnement judiciaire du gouvernement nous vise tous, nous les travailleurs de Continental, mais au dessus-de là, tous les travailleurs.» «Si le pouvoir s'obstine aujourd'hui malgré la série de désaveux que la justice lui a infligé, c'est qu'il y a dans notre lutte quelque chose qu'il ne peut supporter. [...]Nous n'avons point quémander, nous n'avons point remis notre sort entre les mains de qui que ce soit [...], nous l'avons pris entre nos mains depuis le début.»

Xavier Mathieu

«Nous savons tous qu'en s'attaquant à un des porte-parole des ouvriers de Continental, ils tentent de nous faire payer à tous d'avoir oser relever la tête, d'avoir été au combat et réussi à les faire plier, ainsi que les dirigeants voyous de cette multinationale qui n'ont eux jamais été inquiétés par la justice. Le combat aujourd'hui n'est pas seulement de Xavier Mathieu, ni même uniquement celui des Contis, mais celui de la survie du droit de lutte syndical, associatif, politique, du droit à la contestation, celui de la résistance, du refus de la résignation.» «Je vais terminer ce discours par une citation que je dédie aujourd'hui à tous les militants, contestataires, les résistants, les révolutionnaires, à tous ceux qui, en fait, œuvrent pour une société humaine et un monde meilleur : Tant que vous continuerez à aimer et admirer des personnes, des nations et systèmes qui vous méprisent et vous haïssent, vous ne cesserez de vous rendre méprisables et haïssables et ce faisant commettez un triple crime le premier contre votre propre dignité en vous humiliant, le second en servant objectivement en tant que supplétifs, des intérêts qui feront votre perte. Et enfin contre l'intelligence et le bon sens, qui veulent que l'attrait et l'admiration soient toujours partagés !»

«Sarkozy, quand Continental a fermé, il a crié au scandale, il a dit qu'il traînerait en justice les dirigeants qui n'avaient pas respecté leurs engagements. Vous avez vu le gouvernement poursuivre les dirigeants de Continental ? Non, jamais. Au contraire, le ministère du Travail a validé les raisons économiques de la fermeture de l'usine (...) comme celle de toutes les usines en France», a déclaré Xavier Mathieu à la presse après l'audience.

La lutte continue bel et bien !

Vive la classe ouvrière en lutte !

Tiré du blog de la Cause du Peuple

Sea-France : essayer d'y voir plus clair

Le gouvernement, la SNCF, les banques utilisent tous moyens pour rouler dans la farine les travailleurs de Sea-France dans la farine.

Voici comment ils prétendent aider les travailleurs menacés de perdre leur emploi.

La compagnie Sea-France est en liquidation judiciaire depuis le 16 novembre 2010. Le tribunal a estimé la valeur de 3 bateaux entre 50 et 150 millions d'euros ; le 4ème était loué.

Le lundi 2 janvier 2011, la ministre de l'écologie et des transports, Nathalie Kosciusko-Morizet, avait annoncé que le gouvernement soutiendrait le projet piloté par la CFDT de la filiale de la SNCF, à savoir faire une coopérative ouvrière pour reprendre la compagnie.

Nicolas Sarkozy avait envoyé une lettre à Sea-France : «J'ai demandé à la SNCF de mettre en place une indemnisation supralégale exceptionnelle en faveur des salariés licenciés, afin de leur permettre d'apporter ces fonds à la SCOP». C'est un désaveu de Mariani, chargé des transports dans le cabinet de sa ministre.

Les travailleurs de Sea-France sentent qu'il y a un piège : non seulement les travailleurs de Sea-France devront «investir» leurs indemnités de licenciements (53 millions d'€) dans le projet, mais de plus ils devront louer les bateaux de la SNCF, bateaux qui devaient être vendus 30 millions.

La région, les mairies de Calais, Boulogne, Gravelines et Dunkerque sont prêtes à offrir 25 millions si l'Etat en fait autant.

Le tribunal de commerce se donne une semaine pour examiner si le projet présenté par la CFDT maritime Nord est rentable.

Sarkozy a demandé à la SNCF (propriétaire à 100 % de Sea-France) de verser 50 000 € à chacun des 880 salariés de Sea-France, ce qui met la CFDT maritime Nord en demeure de faire accepter une SCOP financée à plus de 51 % par les salariés.

Depuis 2007, les pertes cumulées sont de 200 millions d'€. Certes les travailleurs n'auront pas à éponger les dettes, il n'empêche qu'Eurotunnel prend la moitié du trafic transmanche voitures et la concurrence de P&O ou Brittany Ferry présentes sur plusieurs lignes, sont plus importantes, plus productives grâce à un équipage réduit. Il faut plusieurs lignes pour être ou devenir rentable.

Les travailleurs finissent par refuser ce marché de dupes dans les conditions imposées par le gouvernement et la SNCF.

Le 6 janvier, la SNCF met les travailleurs devant l'alternative suivante : vous acceptez le plan et la SNCF vous reclasse, à condition que vous quittiez la région ou deveniez chauffeurs de cars. Mais lors du premier plan social, la SNCF avait promis de reclasser 450 personnes, 235 sont aujourd'hui devant les prud'hommes.

Le plan est refusé par les promoteurs de la SCOP (la CFDT), car si la SNCF majore les indemnités de licenciements de 20 %, elle veut louer les bateaux au prix du marché. C'est l'insécurité juridique, la récupération des navires et après sa liquidation, la perte de fonds, du nom commercial et des systèmes de réservation fret et passager (accès à la clientèle et les logiciels pour faire fonctionner la société).

Devant cette situation, les travailleurs qui ne sont pas en grève veulent reprendre contact avec DFDS, et Louis Dreyfus (entreprise danoise) qui avaient proposé la reprise pour 5 millions d'€ qui ne reprendrons que 300 salariés en jouant sur la division du personnel voire revendrons très cher la société après l'avoir acquise pour une bouchée de pain.

Ce plan est approuvé par la section CGT. La confédération CFDT menace de dissoudre la section qui aurait commis des actes délictueux. Vrai ou faux ? Cette bataille est une bataille entre deux positions réformistes. Là-dessus, Eurotunnel propose de reprendre Sea-France. Les travailleurs sont pris entre plusieurs marteaux et enclumes.

La CFDT de l'entreprise propose que le tribunal de commerce décide le 9 janvier, «de céder à la SCOP pour 1 € la société Sea-France avec ces trois navires. La SCOP revendra des navires à une société d'économie mixte, financée par les collectivités publiques qui nous soutiennent à hauteur de 20 à25 millions d'€, pour relancer la compagnie la 2ème année.»

Dans la société capitaliste, des SCOP peuvent fonctionner sur certains créneaux spécialisés. Pour les grosses sociétés, elles se trouvent en concurrence avec les monopoles et sont soit rachetées ou liquidées et une partie ou la totalité de leur personnel mis au chômage. Les travailleurs n'ont plus qu'une solution, négocier «au mieux» les indemnités de licenciements.



Derrière toutes ces propositions contradictoires, c'est la liquidation de l'entreprise qui est programmée. Le 9 janvier dernier, le tribunal du Commerce tranche : c'est la liquidation judiciaire.

Le gouvernement en pleine campagne électorale ne peut se permettre d'entériner cette situation sans intervenir pour recaser les travailleurs. Il va le faire pour redorer son blason tout en consultant les partenaires sociaux et en mettant en œuvre son plan stratégique d'intégration des syndicats dans l'appareil d'Etat.

La SNCF veut restructurer son entreprise filiale SEA France, qu'elle estime non rentable après qu'elle l'ait laissée s'enfoncer.

Dans cette histoire, il y a plusieurs positions :

★ Celle de l'Etat, actionnaire de la SNCF, qui ne pouvait être au courant de ce plan de liquidation et qui a en vue de privatiser peu à peu tout le secteur dit public, comme la SNCF déjà démantelée en plusieurs sociétés et ouverte à la concurrence, comme d'autres secteurs publics.

★ Celle de la direction de la CFDT qui désavoue en pleine lutte non seulement la stratégie de la section syndicale, mais qui, sans attendre que l'enquête statue sur les «dérives» de sa section, menace de la dissoudre.

★ Celle de la section CGT, qui va dans le même sens. Elle est pour la reprise par Dreyfus appuie ceux grévistes et non grévistes qui sont contre la SCOP et espèrent ainsi s'imposer en tant que section syndicale dans une «future» société.

★ Eurotunnel est sur les rangs.

L'attaque multiforme contre les «malversations» de la section CFDT marine a un but : celui de salir le syndicalisme en général, de procéder à son démantèlement/réorganisation qui passe par l'ouverture des comptes à l'administration fiscale, voire patronale, la transformation déjà bien avancée des Comités d'Entreprise non plus en organisme permettant un contrôle relatif des travailleurs à travers les élus au CE, mais à la mise en place de la cogestion (intégrant complètement les syndicats comme en Allemagne), en lien avec l'Etat pour que les syndicats ouvriers, patronat et élus de la nation collaborent à la gestion de l'Etat et du système capitaliste.

C'est la marche à l'intégration administrative renforcée du syndicalisme, l'élimination de tout caractère de classe. C'est plus que la coexistence pacifique, c'est l'intégration pacifique, c'est la mise en place du corporatisme dans l'entreprise, du populisme, du processus de construction du fascisme moderne.

La crise du capitalisme est celle du capitalisme pourrissant et va se poursuivre à l'échelle mondiale.

S'il faut se battre pied à pied pour préserver le maximum d'emplois, et obtenir des indemnités suffisantes pour survivre, il n'y a aucune illusion à se faire : la dictature de la bourgeoisie, quelle que soit la couleur du gouvernement, va continuer.

Pour finir avec cette situation, les travailleurs doivent s'approprier les moyens de production, source de tous les biens produits par le travail. Le capital est formé par le travail non-payé aux travailleurs et forme la plus-value, le profit accumulé par les capitalistes privés ou le capitalisme d'Etat sur le dos des travailleurs, au mépris de sa vie matérielle, de sa santé, de sa vie tout court, de l'environnement, de la bonne conservation de la planète.

Seul le renversement du système ici et dans les autres pays du monde peut libérer l'homme du système d'exploitation et d'oppression. Il nous faut former des comités de lutte dans chaque entreprise, dans chaque quartier pour endiguer la montée du fascisme moderne et en finir avec les solutions réformistes qui nous conduisent droit dans le mur, qui creusent le lit d'un fascisme encore plus virulent. La bourgeoisie n'est plus capable de maîtriser sa propre économie au point de ne plus pouvoir assurer la survie de son esclave moderne, le prolétaire. Pour endiguer la colère populaire, elle a besoin du fascisme. Il faut arrêter son bras meurtrier.

Dossier logement

Nous avons déjà traité de la question du logement dans le n°8 de la Cause du Peuple. Nous en reparlons aujourd'hui car loin d'être réglée, la question s'aggrave avec l'arrivée du froid et le manque insolent de volonté politique. Cette question a en outre été posée dans le débat politique pré-électoral.

A la Cause du Peuple, nous ne croyons pas aux fausses promesses des politiciens qui ne veulent pas renverser complètement le système. Dans notre pratique, dans les luttes que nous avons menées et auxquelles nous avons participé, nous n'avons que trop vu de maires, d'élus et autres institutionnels «de gauche» faire le contraire de ce que leur porte-parole ou candidat affirme.

C'est pourquoi nous posons aujourd'hui la nécessité de relever la tête et reprendre nos affaires en main.

Continuons d'avancer et de s'organiser pour la révolution, c'est la seule issue !

Quelques chiffres

★ Avant guerre un mois de loyer était inférieur à un mois de consommation de tabac.

★ Aujourd'hui, la part du loyer dans le budget des ménages (locataires et propriétaires confondus) représente 21, 7 % (34 % pour la région parisienne).

★ En 2009, 106 488 personnes ont été expulsées de leur logement.

★ 365 000 logements neufs sont construits chaque année, ce qui suffit à peine pour renouveler les 32, 8 millions de logements.

★ Il faudrait construire 500 000 logements pendant 5 ans, dont 150 000 vraiment sociaux, pour couvrir la demande.

★ Les aides à l'investissement privé (Périssol, Scellier, Robien) s'élèvent à 670 millions en 2011, alors que le plan de cohésion sociale n'est pas reconduit, que les trésoreries des HLM sont ponctionnées, que les centres d'urgence sont réduits.

★ Le prix du m² a plus que doublé à Paris en 10 ans.

★ 10 millions de personnes vivent en HLM – 1 million de ménages sont sur liste d'attente.

★ L'aide à la pierre va être amputée de 60 % en 2012 (60 % de moins en 4 ans).

★ 1/3 des logements sociaux sont des loyers intermédiaires (PLS), inabordables pour la majorité.

★ 50, 3 % des communes n'ont pas respecté la loi des 20 % de logements sociaux.

★ Les locataires du privé doivent consacrer 23 % de leur budget au logement (augmentation de 44 % en 10 ans).

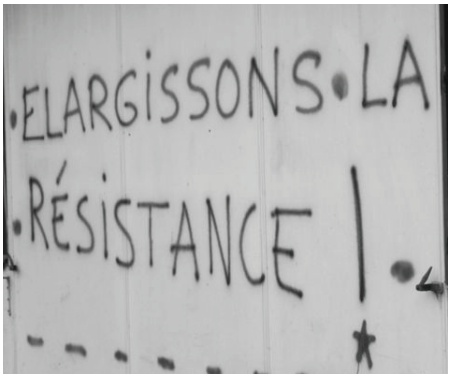
★ Le logement social coûte en moyenne 36 000€ à l'Etat contre 75 000 € pour ceux bénéficiant de la loi «Scellier» (réduction d'impôts pour l'investissement dans le neuf).

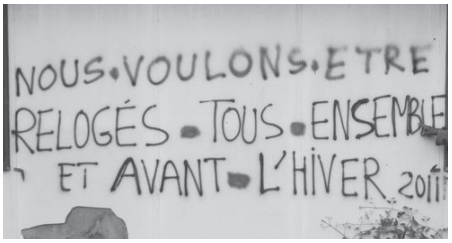
Foyer-taudis AFTAM d'Epinay

Alors que l'AFTAM s'apprête à fêter ses 50 ans pour 500 à 650 000 € (!), les résidents du foyer-taudis d'Epinay sont le dos au mur. L'AFTAM prévoit en effet de démolir le foyer en mars et n'a fait aucune proposition de relogement. Les résidents réclament le relogement à partir de la liste qu'ils ont établi eux-mêmes (l'AFTAM ne reconnaît que 13 personnes sur la quarantaine de résidents).

La lutte pour le relogement des travailleurs immigrés, dont certains ont passé leur vie à construire des logements ou à faire les travaux les plus durs, doit continuer et s'intensifier !

Relogement
de tous les résidents
tous ensemble !





Des nouvelles du campement de St Denis

Les familles expulsées de St Denis en plein hiver par la préfecture sous prétexte que leur logement était insalubre risquent à nouveau de se faire expulser de leur campement. Après l'expulsion, elles avaient chercher refuge auprès de la mairie et avaient ainsi installé un campement sur le parvis. Mais la mairie de St Denis a saisi le tribunal administratif pour demander le démantèlement du campement. Evidemment, aucune solution de relogement n'a été proposée…

Après La Courneuve et Montreuil, ce nouveau campement témoigne de l'ampleur de la «crise» du logement qui existe en Seine St Denis. En réalité, cette crise bénéficie aux promoteurs car elle maintient artificiellement des prix bien trop élevés. Résultat, ce sont les travailleurs et travailleuses qui en souffrent. Rappelons qu'il existe au moins 50 000 logements vides rien que dans le 93 !

Face aux expulsions, élargissons la résistance !

La Courneuve

Après l'expulsion du campement de la Courneuve (voir sur notre blog Expulsion des familles de la Courneuve : photos et vidéo), deux camarades sans-papiers se sont retrouvés en centre de rétention. Ils ont été relâchés mais une association prétendant à l'hégémonie dans le comité de soutien leur a fourni un avocat qui n'y connait strictement rien au droit des étrangers, contrairement aux recommandations d'autres soutiens ! Résultat : l'avocat en question a «oublié» de faire le recours contre l'OQTF (obligation à quitter le territoire français), privant les deux camarades de faire tout recours en cas d'arrestation et les mettant en danger d'expulsion sans aucune procédure juridique.

En ce qui concerne le reste des familles, une partie est logée provisoirement et précairement en hôtel tandis que l'autre s'est débrouillée pour se loger pendant l'hiver.

Dans ce dossier, ni la Mairie, ni Plaine Commune, ni l'ODHLM, ni la préfecture n'ont fait quoi que ce soit pour reloger les familles ou même trouver une solution d'urgence. Pourtant, certains au sein de ces institutions affirment lutter pour le droit au logement…

Tours

Les camarades de Tours en lutte pour les papiers et le logement se sont fait expulsés d'une maison vide qu'ils et elles occupaient. Une de plus, rajoutant à la longue liste de fermeture imposée par la préfecture avec le soutien de la Mairie.

En quelques jours, les camarades ont réussi à dénombrer un grand nombre de logements vides rien que dans les immeubles HLM du quartier des Sanitas.

A Tours comme ailleurs, réquisition des logements vides !

Et une autre loi «anti-pauvre» pour le logement !

Le processus du fascisme moderne, se poursuit en matière de logement. Ceci est lié d'un point de vue général à la crise du système capitalisme.

La répression s'abat sur tous ceux qui ne peuvent payer un loyer de plus en plus inabordable pour la majorité des gens, faute de revenus suffisants : perte d'emploi, maladie, divorce, revenus trop faibles, etc.

La première mesure de répression est l'expulsion de son appartement. La mesure qui l'accompagne ou la précède est la saisie des meubles et biens.

Il s'agit alors de trouver un endroit pour se loger ou simplement dormir :

Certains y parviennent dans leur famille ou chez des amis pour un temps plus ou moins long. Souvent c'est la pérégrination d'un ami chez un autre, d'un parent chez un autre. Ceux-là ont un domicile «fixe», peuvent recevoir du courrier, obtenir des papiers, un compte postal ou bancaire, etc.

D'autres n'ont comme solution que de vivre en mobil-home, en caravane, achetée ou louée, suivant les revenus dont ils disposent. Les plus pauvres vivent sous des tentes. Dans les campings, ils doivent payer leur emplacement. Parmi eux des étudiants ou des saisonniers.

70 000 à 120 000 personnes vivent sur ces terrains de camping et sont visés depuis le 16 novembre 2011 par le texte relatif «aux habitats légers de loisirs à l'hébergement de plein air et portant diverses dispositions relatives au tourisme» adopté en première lecture à l'Assemblée nationale.

Selon ce texte,

les exploitants des terrains de camping devront déclarer en mairie les emplacements concernés ;

le maire pourra inspecter sans prévenir le camping ;

la municipalité pourra moduler la taxe pour différencier clientèle de passage et résidente ;

les personnes qui louent un emplacement de mobil-home devront fournir un justificatif de leur résidence principale.

Ce texte va aggraver la crise du logement et est dénoncé par les associations.

La situation est en train de s'aggraver et souvent les solutions se résument à :

Errer nuit après nuit à la recherche d'une chambre minable dans un hôtel meublé.

Téléphoner au 115 pour avoir une chambre pour la nuit dans un foyer d'association. Ils ou elles vivent dans l'angoisse permanente de coucher dehors parfois avec des enfants.

Vivre dehors sous des tentes, sous des ponts, dans des coins de portes, sous des cartons, à la merci du froid, du vent, de la pluie, même en hiver.

Vivre en squatt ou dans la clandestinité pour celles et ceux qui ne peuvent postuler à un logement social et qui sont victimes des marchands de sommeil dans le privé.

Il y a 130 000 SDF en France. (...)

Des nouvelles de Nath'

Nath' a construit sa maison sur son terrain dans la forêt d'Amboise. Autonome, elle ne demande pas le raccordement à l'eau ou à l'électricité et a adopté un mode de vie limitant son impact environnemental au maximum. En gros, elle ne demande rien à personne et fait en sorte de ne causer du tort à personne. Mais elle est pourtant inquiétée par la Mairie de Saint Martin le Beau qui la traîne au tribunal.

Comme l'indique la lettre à envoyer à la Mairie «A l'heure où nous sommes abreuvés de discours incitant les individus à «changer leurs pratiques» en vue de préserver notre environnement, local comme planétaire, il me semble particulièrement choquant de s'acharner sur des individus qui choisissent modestement de se soustraire, en actes, à un système qui marche sur la tête, de plus en plus destructeur des liens sociaux comme des écosystèmes.»

On vient tient au courant de la suite.

(...) D'un autre côté, on impose aux Manouches et Gitans de ne vivre que sur des aires bien délimitées sans avoir prévu, bien souvent, l'accueil adéquat et avec contrôle d'un carnet de circulation par la gendarmerie afin de forcer la sédentarisation des nomades. Quant aux Rroms, ils squattent ou vivent sous les tentes.

La Cause du peuple, à travers le Front Révolutionnaire Anticapitaliste/ Antifasciste et Populaire, travaille à aider à la formation de comité de luttes, comme le Comité de lutte 93 de la Cause du Peuple, qui soutient les sans logements de la Courneuve, du foyer d'Epinay, des Sorins de Montreuil.

La Cause du Peuple est pour le développement de l'Unité d'action sur la question du logement, regroupant les locataires du privé et du public, ceux qui vivent dans les campings, dans des logements insalubres, ceux qui sont contraints de vivre chez des parents, amis, sans oublier les jeunes des foyers, les SDF sans abri, les usagers du 115, les mal-logés, etc.

Il y a 2, 1 million de logements vides en France, 50 000 rien que dans le 93, sans compter les millions de bureaux, des milliers d'hectares de terrains en friches ou détenus par l'Etat, les municipalités. Il faut occuper les logements vacants par dizaines de milliers et obliger les autorités à appliquer la loi de réquisition, quelle que soit la composition du gouvernement, car il s'agit d'imposer à l'Etat capitaliste de loger ceux qu'il exploite. Cela prépare le rapport de force et la mobilisation nécessaires pour en finir réellement avec la crise du logement en même temps qu'avec le système d'exploitation.

La trêve hivernale n'existe pas pour les étudiants !

Nous publions ici un appel signé par plusieurs organisations étudiantes et du logement tirée du blog de l'AGEN (agen-nanterre.over-blog.com).

Signez la pétition contre la précarité en logement social étudiant !

Chaque année, le 1er novembre, c'est la trêve hivernale. Les expulsions locatives sont illégales jusqu'au 15 mars de l'année suivante. Cette loi inscrite dans le Code de la construction et de l'habitation sert de protection provisoire pour des millions de mal logés. Elle signifie qu'expulser est un acte barbare et inhumain, surtout en hiver.

Ce qu'on nomme pompeusement la «loi républicaine» est censée être la même pour tous. Pourtant la trêve hivernale ne s'applique pas pour les étudiants. C'est un scandale et une injustice que le CROUS qui gèrent le logement social puisse expulser en toute impunité des étudiants en difficulté de paiement. Nous refusons cette politique de rentabilité, due à la privatisation*, qui attaque les étudiants les plus défavorisés.

Etant donné que les droits des étudiants résidant en Cité Universitaire dite «traditionnelle» sont bafoués (expulsions par démagnétisation des badges, impossibilité pour certains étudiants d'avoir un garant, retenue des APL/ ALS par le CROUS, augmentation de 72 % du loyer en 5 ans, manque crucial de places disponibles), nous affirmons qu'il est impossible, pour les étudiants les plus démunis, d'étudier dans une situation de telle précarité. De plus, il est inadmissible que le CROUS («service social étudiant») puisse à sa guise expulser (exclusion dite «administrative») de leurs logements des étudiants en pleine hiver, comme il l'a fait en janvier 2011 pour une vingtaine de résidents (une lutte leur avait permis de retrouver leurs logements mais sans aucune garanti). Ces chambres sont pour certains leur seul logement de fait.



C'est pourquoi nous demandons :

1- Le respect de la trêve hivernale et l'interdiction d'expulser arbitrairement des résidents en démagnétisant leurs badges.

2- Le versement des APL/ALS directement aux résidents.

3- Le retour du loca pass.

4- Le gel du prix des loyers.

5- Un plan pour la construction massive de logements sociaux étudiants (et/ou la réquisition de logements vides).

L'ARENE (Association des résidents de Nanterre qui mène le combat contre les expulsions depuis sa création en 1997) appelle les étudiants à rejoindre ce combat et à signer cette pétition, mais également toutes les personnes soucieuses de justice sociale et d'égalité.

Cette pétition n'est qu'une étape pour faire valoir nos droits. Par ailleurs nous affirmons notre solidarité avec toute les luttes en cours pour le droit au logement.

Un toit est un droit légitime. La solidarité est notre arme !

Premiers signataires : ARENE (Association des REsidents de NanterrE), AGEN (Assemblée Générale des Etudiants de NanterrE), AGET (Assemblée Générale des Etudiants de Toulouse), FSE (Fédération Syndicale Etudiante), Jeudi Noir

*Les CROUS, comme les universités, doivent désormais gérer leurs propres budgets, les loyers ont en conséquence augmenté de 72 % en cinq ans à Nanterre. Cette année, 21 sur 28 CROUS ont connu des baisses de leurs subventions.

Un film de lutte : «Louise Wimmer»

Dans le cadre de la féminisation de la pauvreté en France, un film que «Le Monde» décrit sous l'intitulé : «Une guerrière sur le front de la précarité» nous interpelle avec violence. Il s'agit d'un épisode de l'histoire de Louise Wimmer, l'héroïne d'un film «de prolos» comme le revendique son réalisateur. Une guerrière parce que c'est une lutte sans merci pour la survie dans le monde des loups du capitalisme. Mais c'est aussi un monde de la solidarité des pauvres. Un monde où il faut une sacrée force de résistance pour ne pas être broyé.



Le film s'ouvre sur un parking où une voiture se cache au milieu d'énormes camions. Une femme, pas si jeune que ça, émerge difficilement du sommeil. On entend en arrière fond un blues âpre et rageur de Nina Simone. Le ton est donné : rien ne sera facile. Se lever, s'habiller comme on peut en sortant par le coffre, se laver tant bien que mal dans les toilettes d'une quelconque station d'essence, partir pour un travail partiel subi, affronter le contremaître hostile et arrogant qui règne sur le monde des femmes de ménage, cette main d'œuvre surexploitée des grands groupes internationaux de l'hôtellerie (un nombre très précis de minutes pour nettoyer chaque chambre tambour battant), faire des lits pour d'autres quand on n'en a même pas un pour soi, récurer des douches pour d'autres, subir encore et toujours l'irrespect des chefs, oui c'est ce même quotidien qu'avait si précisément décrit la journaliste Florence Aubenas quand elle s'était glissée dans la peau d'une de ces esclaves modernes dans «Quai de Ouistreham» pour décrire de l'intérieur ce monde sans pitié. On pense aussi aux luttes des femmes de ménage contre le groupe Accor.

Mais dans ce monde barbare, il y a aussi l'extraordinaire et indéfectible solidarité des pauvres entre eux. C'est Louise qui donne à une jeune employée dépassée par le rythme de travail voulu des «tuyaux» pour tenir. C'est un copain qui va trouver l'homme qu'il faut quand la spirale de la poisse exige la réparation quasi immédiate de la voiture-maison de Louise. C'est l'employé de l'organisme de prêt sur gage qui explique à Louise les rouages de la machine pour qu'elle tire un moins maigre profit de ses misérables possessions. C'est la très jeune employée du pôle logement qui, rabrouée pour cause de solidarité avec plus pauvre que soi, se mettra en quatre pour décrocher le graal : un deux pièces HLM au sommet d'une tour d'une quelconque cité ghetto où le capitalisme a l'habitude de reléguer ceux qu'il appelle avec mépris «les gens d'en bas» !

La boucle est bouclée. La précarité structurelle, les travailleurs pauvres, les logements vacants qui s'étalent avec arrogance au nez des sans abri, les logements qu'on construit pour la bourgeoisie exclusivement, le soi-disant «droit au logement opposable» qui s'avère être un pur mensonge dans la réalité des classes sociales, la loi de réquisition nulle et non avenue jamais appliquée, etc.

Le film se veut optimiste et il se termine sur les notes et le rythme endiablés d'un air pop des années 60. La France d'en bas et celle des lève-tôt adressent ainsi une triomphale pichenette moqueuse aux puissants du jour comme pour leur dire : «on résistera, on ne lâchera pas, on gagnera si on mène la lutte avec détermination».

Un exemple de mobilisation : «Tous au Larzac»

Le film décrit à merveille une très longue résistance populaire : une dizaine d'années. Un film précédent de Christian Rouaud portait sur la révolte des ouvriers de la société Lip. Avec «Tous au Larzac», il s'agit d'une lutte qui commence aussi dans les années 70 mais elle concerne le monde paysan. C'est le récit d'un combat qui se poursuivra jusqu'à l'élection de Mitterrand en 1981 et qui sera victorieux. Il raconte la résistance des paysans du Larzac face à un Etat cannibale qui tente d'exproprier une petite centaine de paysans de leurs terres pour agrandir un camp militaire de 3000 à 17 000 mètres carrés. Au départ, Michel Debré était alors le ministre de la Défense de Georges Pompidou. Plusieurs gouvernements vont se succéder sans entamer la volonté opiniâtre de résistance. Ce sont les protagonistes eux-mêmes qui dans le film racontent leur histoire, comment la lutte a été imaginative et souvent joyeuse, très inventive toujours. Le film raconte aussi au fil des événements comment la mobilisation a presque dépassé tous les espoirs de ces insoumis d'un nouveau genre.



L'intérêt particulier de ce film est qu'il décrit une lutte très longue, une lutte qui a repris son souffle mille fois, qui a su inventer au fur et à mesure des moyens appropriés pour déjouer tous les pièges et traquenards élaborés les uns après les autres par l'Etat. Par exemple les tentatives de division avec les négociations séparées pour racheter les fermes et autres intimidations diverses.

Les paysans du Larzac, au départ plutôt catholiques et conservateurs, simplement regroupés en Collectif, ont assez vite pris conscience qu'il allait falloir inventer des moyens d'opposition vraiment adaptés à une stratégie étatique organisée, unie et puissante. Face à une centaine de paysans dispersés sur le plateau du Larzac, la machine étatique semblait avoir gagné d'avance. Et pourtant…Malgré les doutes qui parfois s'insinuaient dans les cœurs (les paysans reconnaissent de temps en temps qu'ils ont un peu peur, qu'ils ne sont ni des militants, ni des révolutionnaires !) la lutte se poursuit et peu à peu transforme des paysans plutôt timorés en acteurs résolus d'une sorte de guerre de longue durée. Il leur faut se battre contre la loi c'est-à-dire entrer dans l'illégalité alors qu'ils revendiquent leur non-violence dans une résistance qu'ils revendiquent comme légitime.

Et petit à petit, on assiste à la naissance d'une véritable épopée sociale : en 1973 par exemple un grand rassemblement sur le plateau du Larzac s'est transformé en «Woodstock français» dira plus tard José Bové. Avec les retombées de mai 1968, des renforts débarquent à flots continus sur le plateau : pourtant les autochtones étonnés et ravis garderont toujours la direction de la lutte. C'est, avec leur indéfectible solidarité, une des raisons de leur victoire. Mais pour la vérité historique, il faut néanmoins reconnaître qu'au bout de dix ans de luttes déterminées autant qu'originales (manifestations en tracteur, occupations de fermes au nez et à la barbe des militaires, moutons lâchés sur le Champ de Mars !), les David du Larzac commençaient à se demander quelles nouvelles armes trouver contre leur Goliath.

Et c'est un peu comme si ils avaient été sauvés par le gong : à peine élu, François Mitterrand a enterré le projet d'extension du camp militaire. Mais promesse électorale tenue peut-être justement à cause d'une mobilisation exemplaire qui n'avait sans doute pas encore dit son dernier mot.

Tous ceux qui sont actuellement engagés dans les luttes pour le logement ne manqueront pas de réfléchir sur les enseignements qu'apporte cette lutte paysanne longue et victorieuse.

Rendons hommage à Pierre Overney, ouvrier maoïste abattu il y a 40 ans !

Il y a 40 ans, un homme est mort. Pierre Overney, ouvrier maoïste et militant de la Gauche Prolétarienne, était abattu devant l'usine Renault Billancourt. En plein milieu de la vague de crimes racistes d'alors, il distribuait un tract pour une manifestation antifasciste au métro Charonne en souvenir de la manifestation réprimée dans le sang par la police 10 ans plus tôt.

De celles et ceux qui l'ont connu, tous racontent son enthousiasme et sa vivacité, son énergie dédiée à la révolution, à la cause du peuple. Au-delà de ses traits personnels, Pierre Overney est un symbole de cette jeunesse qui voulait tout changer, tout bouleverser en se plaçant du côté des exploités et des opprimés. Cette jeunesse qui ne se satisfaisait pas des acquis de mai 68 et qui voulait aller plus loin. Cette jeunesse qui montait à l'assaut du ciel.

C'est aujourd'hui un devoir de mémoire de rendre hommage à Pierre Overney, de saluer son combat et surtout de le reprendre entre nos mains. Pour les camarades plus anciens, il s'agit de transmettre l'esprit de lutte qui animait l'époque, l'histoire comme on ne la lit pas dans les livres, l'histoire d'en bas, l'histoire du côté du peuple. Pour les jeunes camarades, il s'agit de s'approprier notre histoire, l'histoire du mouvement ouvrier, l'histoire de la Gauche Prolétarienne qui fut sûrement l'expérience révolutionnaire contemporaine la plus poussée et la plus porteuse.

S'approprier notre histoire ça veut dire la faire vivre concrètement, chaque jour, dans chaque lutte, partout où il y a oppression et exploitation. Notre passé doit nous permettre de comprendre notre présent et doit servir pour le futur. C'est le devoir des jeunes générations, aidées par les anciennes.



Rendons hommage au camarade Pierre Overney, tombé il y a 40 ans !

Transformons la nostalgie en énergie pour la lutte et la révolution !

Pierre Overney vit par notre combat !

Rendez-vous le samedi 25 février 2012 à 11 heures au métro Père-Lachaise

EN SAVOIR +

Vérifiez l'actualité du rassemblement sur notre blog car tout le programme n'est pas encore finalisé.

Le numéro de la Cause du Peuple sorti à l'époque pour la mort de Pierre Overney est disponible en fac-similé. Nous contacter :

lacausedupeuple@gmail.com
lacausedupeuple.blogspot.com

Soutenons les prisonniers marocains de la Voie Démocratique Basiste MLM

Depuis 2008, des luttes intenses sont menées au Maroc pour obtenir la libération des prisonniers de la Voie Démocratique Basiste MLM (VDB MLM) et d'autres détenus politiques. Ils font partie avec des syndicalistes ouvriers, des chômeurs insurgés (Ifni) et des détenus sahraouis de tous ces «ennemis intérieurs» réprimés par le régime réactionnaire marocain. Leur courage et leur détermination au service des intérêts du peuple a permis à leur lutte de dépasser les frontières du Maroc malgré le blackout médiatique. Cette lutte résonne à travers le monde, elle sert d'exemple pour tous ceux qui se dressent contre l'ordre injuste des capitalistes, des féodaux, des tortionnaires.

La VDB MLM est un courant révolutionnaire né au sein de l'UNEM (Union Nationale des Étudiants du Maroc), c'est un héritier du «front uni des étudiants progressistes» qui existait dans les années 1970. Son idéologie se base sur le marxisme-léninisme-maoïsme. Les militants de VDB MLM ont été emprisonnés car ils mènent la lutte pour une éducation gratuite pour les fils et filles du peuple, contre la «charte nationale de l'éducation», contre la privatisation et la militarisation des universités ; ils défendent les droits des masses populaires dont les étudiants font majoritairement partie, ils défendent la solidarité internationaliste, notamment avec la Palestine occupée et avec les guerres populaires. Ils sont enfermés ou ont connu la prison car ils sont communistes.

D'autres ont été tués. Comment ne pas évoquer le martyr Abdelrrazak El Agadiri, membre de l'UNEM et de la VDB MLM, assassiné le 28 décembre 2008, lors d'une manifestation de soutien au peuple de Gaza ? Le régime avait d'ailleurs tenté de cacher sa dépouille en le sortant en catimini de l'hôpital Ibn Tufayl. Pourtant, son combat vit toujours.

La lutte pour la libération du groupe Zahra Boudkour (emprisonnée depuis la 15 mai 2008) puis pour la camarade Ilham Hasnouni (raptée à son domicile le 12 octobre 2010) n'a pas encore totalement aboutie malgré la libération de ces deux figures révolutionnaires et de certains de leurs camarades. Ilham Hasnouni a succédé à Zahra Boudkour comme plus jeune prisonnière politique du Maroc, c'est une étudiante de l'Université de Marrakech, âgée de 21 ans, militante communiste et syndicaliste de l'UNEM. Détenue durant plus de dix mois sans jugement, elle a été arrêtée sans mandat ni convocation



préalable et torturée début octobre 2010 pour des faits qui remontent à des manifestations dans la cité universitaire en 2008. Des évènements similaires eurent lieu à Fès en mars 2009. Les affrontements des étudiants avec la police aboutirent alors à plusieurs vagues d'arrestations. Les militants sont poursuivis pour : destruction de biens de l'état, participation à un rassemblement non-autorisé, humiliation d'un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions, utilisation de la force et même participation à un groupement armé.

En novembre 2011, il reste trois détenus révolutionnaires basistes qui croupissent en prison :

Mourad Achouini, arrêté le 15 mai 2008, condamné à 4 ans de prison

Youssef Elhamdiya, arrêté le 10 octobre 2010, condamné à un an et demi ferme

Abdelhak Talhaoui, arrêté le 23 février 2011, condamné à 4 ans de prison ferme en première instance, condamnation ramenée à 10 mois de prison ferme devant la cour d'appel en octobre 2011.

Pour le régime, la détention sert à briser les volontés des syndicalistes et des militants politiques. Mais le mouvement de solidarité et l'accentuation des luttes de classe au Maroc ont transformé

les prisons en lieux de résistance et de luttes. Finalement la revendication de la libération des prisonniers s'est élargie à tout le mouvement populaire, elle est située sur la plateforme du «Mouvement du 20 février». Le Maroc est, à l'instar de l'Amérique du Sud ou de l'entité sioniste, un centre historique de torture, de persécution et d'élimination des opposants. Il garde ce sinistre privilège. Marx disait que quand la bourgeoisie, fut-elle la plus démocratique, est menacée, elle foule aux pieds sa propre légalité. Kidnappings, exécutions extrajudiciaires, meurtres de militants maquillés sont aussi des armes de terreur utilisées dans tous les régimes qui garantissent l'ordre impérialiste. Les pays impérialistes sont les donneurs d'ordre quand ils ne sont pas directement les agents de la torture. La lutte pour la libération des prisonniers politiques est donc une question de classe, c'est une lutte internationaliste qui concerne tous ceux qui luttent pour l'émancipation des opprimés.

Nous appelons à développer des initiatives afin d'exiger leur libération immédiate tout en popularisant leur combat !

Vive la lutte du peuple marocain !

Liberté pour les prisonniers révolutionnaires !

A bas le régime réactionnaire marocain et l'impérialisme français !

Signataires : AGEN, Comité Anti-Impérialiste, Coup Pour Coup 31, Coup Pour Coup 87, FSE, La Cause du Peuple, Libertat, PC maoïste de France, PC maoïste – Italie, PCR Canada, Secours Rouge Arabe, Secours Rouge de Belgique

Vive la guerre populaire en Inde !

Quand on parle de l'Inde dans les médias bourgeois, on nous parle de promenades à dos d'éléphant, d'enfants pauvres qui s'en sortent par miracle comme dans «Slumdog Millionaire», ou alors de taux de croissance élevés et d'informaticiens dynamiques, mais cela, c'est l'arbre qui cache la forêt.

Dans ce pays, il n'y a pas de démocratie pour les pauvres, il n'y a aucune égalité. Le système des castes subsiste, les riches écrasent le peuple, qui est condamné au travail à perpétuité, aux coups et au silence.

L'oppression hante la vie des Indiens pauvres, des femmes et des minorités en particulier, dans des proportions vraiment gigantesques. Par exemple, la situation des paysans sans terres est tellement extrême que beaucoup sont poussés au suicide, des villages rebelles sont brûlés, des populations entières sont expulsées de leurs forêts.

Mais qui opprime le peuple, et au service de qui ?

C'est la police, l'armée, les bureaucrates et les usuriers, au service des gros bonnets locaux et des impérialistes occidentaux.

L'ennemi du peuple, c'est l'État qui impose cet ordre brutal et criminel.

On nous présente ce peuple comme endurant et résigné, avec des héros inoffensifs comme mère Teresa et Gandhi. Mais là-bas, la compassion ne sert à rien, la vie est insupportable et depuis 1967, ceux qui n'étaient rien veulent devenir tout, ils ont relevé la tête et ont pris les armes avec comme objectif : le pouvoir ! C'est la guerre populaire, le soulèvement armé des opprimés. Et face à la guerre populaire, l'État déclenche la terreur.

Aujourd'hui, la situation est à la fois enthousiasmante et critique. La résistance prend une grande ampleur et gagne du terrain : dans des zones plus grandes que la France, le pouvoir est disputé entre la révolution et l'ordre ancien.

Dans les zones libérées par les révolutionnaires, une vie nouvelle s'épanouit, on s'organise pour vaincre et vivre en se débarrassant des boulets de l'ancien temps. Tous les aspects de la vie sociale connaissent un renouveau et une transformation : l'agriculture, la justice, le chant et la danse, les rapports entre hommes et femmes.

Les zones libérées qui tiennent le choc et le drapeau rouge des maoïstes qui claque sont un défi de dimension mondiale et un espoir immense pour tous les révolutionnaires.

L'État indien craint pour sa survie, il a décuplé sa guerre contre le peuple avec l'opération nommée «Green Hunt». Elle consiste à semer la terreur directe dans les zones de guérilla. L'État ne se contente plus de compter sur la police, mais mène la guerre avec des forces spéciales pour noyer dans le sang le mouvement maoïste, massacre paysans et travailleurs des zones libérées et utilise le viol comme arme de répression massive.

L'armée indienne, formée par le Mossad, a commencé sa stratégie d'élimination ciblée des dirigeants du Parti Communiste d'Inde (maoïste) qui dirige la Guerre Populaire. C'est ainsi que le 1er juillet 2011, le Camarade 'Azad' Cherukuri Rajkumar était brutalement assassiné alors qu'il conduisait des discussions avec l'Etat indien. De même, le Camarade 'Kishenji' Koteswara Rao a été assassiné le 24 novembre 2011 après avoir été torturé.

Que faire ? Aujourd'hui, le Comité Internationale de Soutien à la Guerre Populaire en Inde a lancé une campagne Internationale afin que le vent de la Guerre Populaire en Inde parvienne aux yeux et aux oreilles des masses populaires du monde entier. En France, nous relayons cette campagne et nous nous inspirons du combat que mènent les camarades en Inde.

Nous qui subissons le règne de ces mêmes impérialistes et qui vivons dans les bases arrières relativement stables de ces bandits, nous ne pouvons pas rester les bras croisés. Nous, le peuple, partageons le combat de nos frères et sœurs de l'Inde, nous avons les mêmes rêves, les mêmes intérêts et les mêmes ennemis.

La bourgeoisie indienne, alliée des impérialistes français notamment, peut tuer des révolutionnaires, mais pas la révolution !

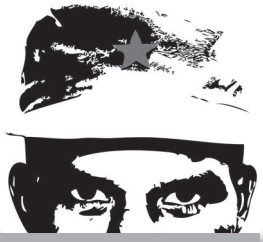
Brisons le silence ! Soutenons nos camarades d'Inde,

prenons exemple sur eux pour que leur lutte stimule la lutte ici !

Ne restons pas isolés, regroupons nous, organisons nous !

Rejoignez le Comité de Soutien à la Révolution en Inde !

Comité de
Soutien à la
Révolution en
Inde



EN CHIFFRES

Les révolutionnaires sont présents dans plus de 220 districts sur 600, couvrant 20 états sur les 28 que compte l'Inde et s'étendent à présent dans les centres urbains.

Le nombre de combattants de l'Armée Populaire est estimé à 40 000 auxquels il faut rajouter quelques 100 000 miliciens.

Dans ce pays comptant plus d'un milliard d'habitants, le nombre de personnes concernées directement par le mouvement révolutionnaire serait donc de plus de 300 millions.

EN SAVOIR +

★ *La Guerre Populaire en Inde*, édité par le **PC maoïste de France** (à commander au journal ou dispo sur drapeaurouge.over-blog.com)

★ *Ma Marche avec les Camarades*, Arundathi Roy, dispo en PDF sur le site du **Secours Rouge Belgique** (secoursrouge.org/Arundhati-Roy) ou en brochure (csrinde@yahoo.fr)

★ **Comité de Soutien à la Révolution en Inde**

csrinde.wordpress.com
csrinde@yahoo.fr

Mayotte : Les raisons de la colère

Les «chiens de garde» de la République ont tué une personne à Mayotte et blessé un enfant lors de manifestations contre la vie chère à Mayotte, qui est devenue département français en avril 2011.

★ Les produits de première nécessité et les carburants sont trois fois plus cher qu'en métropole. De plus, le RSA n'est pas encore mis en place et le SMIC est de 85 % celui de métropole.

★ Les allocations familiales sont moins élevées que dans les autres DOM.

★ L'inflation est de 50 % (19 % à la Réunion, 3 % en Métropole) sous prétexte que le SMIC est passé de 630 € brut à 1086 €.

★ Casino et Sodifram se partagent le marché des biens et services (une enquête sur les prix est en cours)

Mayotte, comme les autres départements et territoires d'Outremer, sont les restes de l'Empire colonial. L'économie est en majorité entre les mains des multinationales, des immigrés blancs ; les enseignants ou cadres venant de France ont une prime de déplacement, alors que des fonctionnaires subalternes sont nommés en métropole.

Il y a une forte immigration venant des Comores devenues indépendantes où la misère est énorme et où les classes dirigeantes sont devenues les «chiens de garde» de l'impérialisme mis en place par Bob Desnard qui était mercenaire et conseiller des autorités comoriennes.

La France a transformé ses ex-colonies en départements (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion, Mayotte, Saint Pierre et Miquelon, et quelques autres îlots) pour mieux enchaîner sous d'autres formes les populations locales. Dans les territoires d'Outremer (Kanaky, Polynésie), la France pratique une colonisation de peuplement pour que les immigrés métropolitains deviennent majoritaires. Enfin les îles Crozet et Kerguelen, la Terre Adélie, restent inhabitées mais permettent de conserver la France des 4 océans.

Les départements, les TOM et Crozet et Kerguelen constituent une immense extension du territoire maritime (zones d'exclusion pour la pêche, l'exploitation off-shore), mais aussi de «bastions» stratégiques ou scientifiques, complétés par les bases militaires comme celle de Djibouti, ou les détachements et conseillers dans les ex-colonies d'Afrique.

Un peuple qui en exploite d'autres ne saurait être libre, c'est pourquoi le FRAP et son journal la Cause du Peuple, soutient la lutte des peuples opprimés par l'impérialisme français !





L'ordre et la morale

C'est un film qui raconte un épisode de la lutte pour la décolonisation et l'indépendance, un véritable massacre colonial qui s'est déroulé en Nouvelle Calédonie. Il se place dans la ligne de nombreux autres qui se sont échelonnés tout au long de l'histoire du colonialisme français : Vietnam, Algérie, Madagascar pour ne donner que les derniers exemples parmi les plus douloureux.

La Nouvelle Calédonie, territoire français d'Outre-Mer, est ainsi dénommée par la France et les Caldoches (colons installés depuis la colonisation). Pour les mélanésiens, leur pays s'appelle la Kanaky. Le vocabulaire, comme d'habitude, est très significatif et définit l'angle de vue des «témoins». Kassovitz, metteur en scène et acteur principal du film, semble se placer aux côtés des militants du FNLKS. Il est du côté de Legorjus, capitaine du GIGN, qui tentera en vain de soutenir l'organisation de pourparlers entre le FNLKS et la puissance coloniale avec les otages de la grotte d'Ouvéa comme garantie.

Mais de pourparlers en réalité il ne sera pas question : la France envoie les militaires et 700 hommes des unités d'élite viennent quadriller l'île. La presse est interdite, comme aux plus jours de «l'Algérie française» même si aucun état d'urgence n'a été officiellement déclaré. Edgar Pons, ministre des DOM-TOM de l'époque, est partisan d'une intervention armée massive et rapide contre «une poignée d'agitateurs». Comme d'habitude, la France ne discute pas avec des «terroristes», se refuse à reconnaître la représentation légale des Kanaks : le FNLKS.

Bien entendu, aucune force armée n'a jamais résolu un problème politique et ici il s'agit d'une lutte de libération nationale. Le FNLKS, indépendantiste, veut en finir avec l'occupation, la confiscation des terres, la marginalisation de la population indigène, bref la domination coloniale qui pille les richesses calédoniennes (le nickel par exemple) et essaie de transformer la Calédonie en colonie de peuplement.

Déjà, Eloi Machoro avait payé de sa vie

son engagement comme commissaire politique du FLNKS «neutralisé» en janvier 1985 comme le revendiquera Edgar Pisani qui dira aussi «ne pas avoir à en rougir» ! C'est un premier assassinat politique perpétré lors d'une lutte anti-coloniale avec barrages de routes qui va précéder de 3 ans un massacre plus important de militants indépendantistes : celui de la grotte d'Ouvéa en avril 1988.



Le contexte historique de l'intervention militaire française joue un rôle très important dans le déroulement de l'histoire coloniale. Nous sommes en avril 1988, en pleine cohabitation, en pleine période d'élections présidentielles qui opposent F. Mitterrand à J. Chirac, élections couplées avec des élections régionales pour lesquelles le FNLKS a appelé au boycott.

Pons, ministre des DOM-TOM, est chargé par le Premier Ministre (Chirac) de régler l'affaire de la prise d'otages de gendarmes par le FNLKS. Et il décide aussitôt de faire donner l'assaut militaire de la grotte où les otages sont retenus. Pas de pourparlers pour cause d'élections : l'affaire est donc conclue d'avance. La raison du plus fort, la raison d'Etat l'emportera.

Le film s'attache à montrer l'impossibilité des pourparlers dans le contexte du moment, les mensonges d'Etat et «le rôle de la violence d'Etat dans l'histoire coloniale».

CONCLUSION

Il y eut 25 morts dont les assassins n'ont jamais été jugés et qui ne le seront jamais puisque une loi d'octobre 1989 a prononcé une amnistie totale «même pour les crimes de sang». Un peu comme celle qui a couvert les crimes de l'Etat français en octobre 1961 à Paris.

Depuis les événements d'Ouvéa, les Européens continuent à venir s'installer en nombre en Nouvelle Calédonie qui pourrait ainsi, à l'instar de l'Algérie des années 60, devenir une sorte de colonie de peuplement. Et le référendum d'auto détermination prévu par les accords pourrait en être affecté en défaveur des autochtones.

Enfin, comme le disait une Calédonienne en 1988, «peut-être nous rendra-t-on notre île le jour où tout le nickel sera épuisé… toutes les terres accaparées et des zones entières polluées par l'extraction du minerai.»

Un film documentaire très instructif

Avec «La pluie et le beau temps», on fait le grand écart entre la Normandie et la Chine. A deux pas de Deauville et de Cabourg, des paysans scrutent le ciel, mesurent la hauteur de leurs plantations de lin, interrogent leurs ordinateurs pour connaître les cours de la bourse (celui du lin comme celui des céréales -peut-être plus avantageux en période de spéculation sur des denrées alimentaires et du dollar faible ?), parlementent en visioconférence avec leurs acheteurs chinois (en anglais et avec un traducteur chinois !), scrutent de nouveau le ciel et se branchent sur la météo locale. Trop de chaleur ou trop de pluie au mauvais moment et les fibres ne rapporteront pas la somme espérée. Il faut dire que l'acheteuse chinoise (on la voit à l'œuvre en silence dès la première scène !) est plus que pointilleuse sur la qualité. Un camion «China Shipping» traverse l'écran et nous voici transportés en Chine dans une de ces gigantesques filatures où triment, mangent et dorment sur place des milliers de jeunes hommes et femmes qui, disent-ils, «s'habituent», «s'y font» puisque la province d'où ils viennent n'a pas de travail pour eux et que leurs parents sont des paysans pauvres.

Le film nous balade d'un continent à l'autre dans un va et vient permanent qui illustre en quelques images la complexité inquiétante et ravageuse d'un monde où les paysans sont harcelés par les spéculations financières et les ouvriers perdent leur vie à la gagner dans les nouveaux bagnes de la main d'œuvre à bas coût.

abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**.

Votre **participation** au journal est **importante** :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier)

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★**Abonnez-vous**
(20€ = 1 an - ou plus pour soutenir).

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS
lacausedupeuple@gmail.com
lacausedupeuple.blogspot.com

Imp. Spé.